
Bruno Julliard

est secrétaire national à l'Éducation du Parti socialiste

En finir avec l'élitisme ?

Claude Lelièvre, professeur d'histoire de l'éducation et probablement l'un des meilleurs connaisseurs de notre système éducatif, insiste régulièrement dans ses travaux sur l'importance des comparaisons internationales, et cela pour deux raisons. D'abord parce qu'elles sont utiles pour sortir de notre fâcheuse habitude de résumer le débat éducatif à notre seul modèle français, sans considération pour ce qui se passe dans des pays voisins. Ensuite parce que ces comparaisons, n'étant plus à l'honneur de la France, imposent des transformations à un modèle éducatif qui rechigne au changement, pourtant indispensable.

Les travaux des sociologues Christian Baudelot et Roger Establet illustrent magistralement cette seconde réflexion. Alors que le débat éducatif – certes souvent limité aux spécialistes du sujet tant les vraies questions éducatives ne sont pas au cœur du débat politique – se concentre sur quelques

sujets annexes, de la carte scolaire au « *busing* » ou au soutien individualisé. Il est ainsi confirmé que c'est la globalité de notre système éducatif qui prend l'eau, dès lors qu'il souffre comparaison. À la lumière des enquêtes du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), les deux chercheurs démontrent qu'à défaut d'être la meilleure au monde – si elle l'a jamais été –, l'école française fait aujourd'hui figure de mauvaise élève dans la catégorie des pays riches et industrialisés. Et d'insister sur la faille majeure, structurelle de notre système : son élitisme, son incapacité à résorber le décrochage dès le plus jeune âge et sa forte propension à reproduire les inégalités.

« Le niveau monte, mais les écarts se creusent », écrivaient Christian Baudelot et Roger Establet en 1989, tordant alors le cou au mythe d'une école française en perdition. Cependant, « il pourrait monter bien davantage » et les écarts se réduire, relèvent-ils vingt ans plus tard. L'élitisme républicain français – qui fait primer la réussite des

« Le niveau monte, mais les écarts se creusent », écrivaient Christian Baudelot et Roger Establet en 1989, tordant alors le cou au mythe d'une école française en perdition. Cependant, « il pourrait monter bien davantage » et les écarts se réduire, relèvent-ils vingt ans plus tard. L'élitisme républicain français – qui fait primer la réussite des meilleurs sur la qualité de l'enseignement dispensé aux autres – est mis en accusation. Les meilleurs en France ne sont pas les meilleurs dans le monde, et les plus faibles, s'ils atteignent un niveau scolaire plus élevé qu'il y a trente ou quarante ans sont, sans diplôme, dans une situation plus difficile qu'à cette époque.

meilleurs sur la qualité de l'enseignement dispensé aux autres – est mis en accusation. Les meilleurs en France ne sont pas les meilleurs dans le monde et les plus faibles, s'ils atteignent un niveau scolaire plus élevé qu'il y a trente ou quarante ans¹ sont, sans diplôme, dans une situation plus difficile qu'à cette époque du fait de l'évolution du marché de l'emploi. L'ensemble des données recueillies dans le cadre de l'enquête internationale PISA montre que les systèmes éducatifs les plus performants sont également les plus égalitaires, et qu'ils sont le fait de pays aux inégalités sociales contenues. Le niveau des meilleurs dépend donc du niveau des plus faibles !

On connaissait déjà les effets de la reproduction sociale dans notre système éducatif qui sont plus importants en France que dans la majorité des pays développés. Christian Baudelot et Roger Establet insistent, à raison : « Au siècle de l'informatique, d'Internet et des langues vivantes, l'école française valorise encore beaucoup la culture humaniste classique. » Les mécanismes de ségrégation sociale, spatiale et scolaire des établissements, et au-delà, de quartiers entiers, semblent constituer le socle de cette reproduction sociale, plus encore que

le capital culturel des familles, ce qui conduit les auteurs à réaffirmer que « l'école ne peut pas tout ». En effet, l'enquête permet également de constater logiquement que moins les inégalités sociales sont fortes dans un pays, meilleure est son école.

Quelques éclairages sont déterminants à l'heure d'une remise en question de certaines pratiques pédagogiques. Ainsi en est-il du redoublement, qui « permet de l'échec en masse », en comparaison aux réponses adoptées par d'autres pays. De même, l'existence d'un tronc commun le plus longtemps possible dans la scolarité produit des effets positifs sur la réussite de tous les élèves, les meilleurs comme les moins bons, dès lors que ce tronc commun s'accompagne d'actions spécifiques pour les élèves à « besoin pédagogique particulier ». La question des classes hétérogènes est également abordée : elles sont un élément indispensable à la bonne tenue des résultats pour l'ensemble des jeunes, moins bons compris. Une autre donnée, de taille, est mise en avant : plus l'« institution école » jouit d'un grand prestige dans la société, plus ses chances d'amener à la réussite le plus grand nombre sont élevées.

Cette démonstration – ou plutôt son implacable confirmation – appelle les socialistes et les forces de progrès à repenser leur rapport à la réforme du système éducatif. Car si pour améliorer notre système éducatif, une rupture avec la logique de réduction des dépenses publiques doit s'opérer,

Nous devons sortir des ajustements et corrections successives. Une véritable réforme ne peut se faire sans ruptures tant la société a évolué au cours de ces quarante dernières années sans que le système ait été remis en chantier dans ses profondeurs, et tant les aspirations, les modes de vie, les besoins, les savoirs informels des enfants et des jeunes ont changé, mettant même le monde des adultes en général, et des enseignants en particulier, en difficulté.

elle ne saurait être suffisante. Les socialistes doivent avoir le courage de proposer un grand projet éducatif, moderne, démocratique, qui soit au cœur de leur projet de société. Ils doivent avoir le courage de remettre en cause des structures, des pratiques, des concepts, intégrant à la fois des valeurs fondamentales, une redéfinition des finalités du système et une programmation inscrite dans le long terme. Nous devons sortir des ajustements et corrections successives. Une véritable réforme ne peut se faire sans ruptures tant la société a évolué au cours de ces quarante dernières années sans que le système ait été remis en chantier dans ses profondeurs, et tant les aspirations, les modes de vie, les besoins, les savoirs informels des enfants et des jeunes ont changé, mettant même le monde des adultes en général, et des enseignants en particulier, en diffi-

culté. Les chantiers sont immenses : les structures des établissements et leur place dans la cité et dans la société de la connaissance, les questions du temps scolaire, les programmes et leur finalité, la question de l'ennui à l'école, la pédagogie – totalement occultée depuis 2007 – en donnant toute sa place à l'élève dans les processus d'apprentissage, l'évaluation des élèves, des enseignants et du système, les politiques éducatives territoriales contractualisées, le développement des savoirs informels et des Technologies de l'information et de la communication (TIC), les missions de tous les personnels chargés d'éducation et de leur formation. Si nous avons parfois perdu la volonté politique pour relever ces vastes défis, les piètres résultats de notre système éducatif à l'échelle internationale nous imposent de la retrouver au plus vite.